

Alerte : « Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde »

SOMMAIRE

Edito

Méditerranée

Israël, l'état d'ingérence

Droits humains

Le scandale continue devant la
Préfecture d'Evry
Une nouvelle menace pour les
étrangers
Migrants de Champcueil en grève
de la faim
Roms : Communiqué du MRAP

Café de l'actu

En finir avec la polygamie

Maison du Monde

Acquisitions du centre de doc
Des nouvelles de Céline et Maxime

Peuples Solidaires

Tournons la page de l'évasion fiscale

Aux croisement du monde

La corruption

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509 , Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

A l'aube des élections présidentielles, il y a un risque réel de privation des libertés fondamentales, colonne vertébrale de notre démocratie avec la montée en puissance du Front national.

Cela est le fruit d'un cortège de politiques qui, depuis des décennies à droite mais aussi à gauche, ont apporté des réponses inadaptées aux processus économiques et sociaux de la mondialisation. Il s'agit de mesures qui ont exacerbé la compétition au détriment des relations humaines et de la coopération entre les peuples. La course au profit déconnectée des valeurs humaines et sociales de partage et de vivre ensemble a aggravé les inégalités sociales tant à l'échelle nationale que planétaire. Et c'est ce manque d'écoute des citoyens et des lanceurs d'alerte qui conduit aujourd'hui de plus en plus de votants potentiels à un rejet des « Politiques » ou à une attirance vers les thèses identitaires et clairement xénophobes du Front National qui n'est pas un parti comme les autres. Ce dernier n'a cessé de véhiculer un discours qui porte gravement atteinte aux droits fondamentaux de liberté, de solidarité et de partage.

En effet dans le programme de ce parti les menaces qui pèsent sur l'universalisme républicain de notre démocratie sont très explicites notamment avec la fameuse « préférence nationale », qui priverait de leurs droits les travailleurs étrangers qui participent au fonctionnement de notre économie.

Nous savons bien que la solution n'est pas de suivre cette voie xénophobe et anti démocratique. Elle nous conduira vers de graves incertitudes et à un isolationnisme préjudiciable et dangereux. C'est pourquoi il est temps de faire entendre nos voix et de valoriser d'autres modèles de vie ensemble en construisant des ponts plutôt que des murs, en préférant la main tendue permettant aux plus fragiles de trouver leur place. C'est à nous aussi qu'il appartient d'aider à la valorisation des projets coopératifs et à la mobilisation des énergies citoyennes pour remettre en route une économie à l'échelle humaine loin des politiques d'exclusion et d'humiliation que nous dénonçons en tant que citoyens engagés dans la vie associative.

Aussi, attention au danger de l'abstention ; souvenons-nous qu'il a suffi par exemple d'un décret-loi de Daladier en mai 1938 pour revenir sur le caractère automatique de certains droits des citoyens étrangers... dont le droit de vote octroyé aux étrangers naturalisés français. On connaît la suite...

C'est pourquoi, voter est important. C'est déjà donner la direction vers laquelle nous voulons aller et dont notre démocratie a besoin...sans oublier l'exigence et la vigilance que nous rappelle cet épilogue de la pièce de Bertold Brecht dans « la résistible ascension d'Arturo UI » écrite en exil en 1941...

« Vous ! Apprenez à voir au lieu de regarder Bêtement, agissez au lieu de bavarder.

Voilà ce qui a failli dominer une fois le monde Les peuples ont fini par en avoir raison.

Mais nul ne doit chanter victoire hors de saison

Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde».

événement

Samedi 13 mai

Marché solidaire sur la Place des Terrasses d'Evry pour promouvoir l'économie sociale et solidaire.

Si vous souhaitez y tenir un stand ou nous aider à sa préparation, contactez-nous sur : documentation@maisondumonde.org ou au 01 60 77 21 56

café de l'actu

Mardi 4 avril, 18h30 à la Maison du Monde

Carte blanche à l'association

"A la source du Jasmin"

(échanges de savoir-faire entre la France et la Tunisie) voir page 6

Israël, l'état d'ingérence

Nous avons l'état d'urgence, voici que s'incruste dans le paysage politique français un état d'ingérence permanent de la part d'Israël. Dernière ingérence en date, la demande de l'ambassadrice d'Israël d'interdire les manifestations universitaires de la « semaine anti-apartheid » avec comme premier résultat effectif l'annulation d'une conférence sur l'apartheid israélien à l'université de Toulouse.

Des Immixtions dans les affaires françaises

Rappelons-nous, en janvier 2016, la maison de vente Artcurial refusait, à la demande de l'ambassade d'Israël, de mettre en vente au profit de Reporters sans frontières lors d'une campagne pour la liberté d'expression des journalistes, une œuvre d'Ernest Pignon-Ernest figurant Marwan Barghouthi. Dans un même élan le CRIF, avec toujours en sous-main cette même ambassade, demandait à la mairie de Paris la fermeture d'une exposition sur la vie quotidienne des Palestiniens installée à la Maison des métallos et réalisée en partenariat avec Médecins sans frontières. Heureusement sans autre effet que de mettre un coup de projecteur sur cette remarquable installation.

Très récemment l'ambassade d'Israël se croyait fondée à intervenir pour s'opposer à la présence d'artisanat palestinien au marché de Noël des Champs-Élysées, s'attirant une réplique du vice-président du Conseil de Paris chargé des relations extérieures, lui-même pourtant habituel promoteur d'une politique de relookage de l'image d'Israël.

Le 15 janvier, le CRIF et diverses officines pro-israéliennes proches de l'ambassade manifestaient contre la conférence de Paris qui réunissait 70 pays et n'allait déboucher que sur des déclarations d'intentions. Cette manifestation de dénonciation de la politique « du Quai d'Orsay », aux abords mêmes de la salle de conférence fut marquée par l'intervention d'un député s'en prenant à la diplomatie de son pays et terminant son discours par un assez surréaliste « vive Israël et vive la République ! » Ils peuvent tout oser, en l'absence de la moindre protestation officielle, même lorsque l'initiative française est qualifiée de "procès Dreyfus moderne".

Le 6 mars, la Knesset votait une loi interdisant l'accès au territoire israélien, et par là même au territoire palestinien occupé, à tout membre d'une organisation ayant publiquement appelé au boycott. Cela en dit long sur l'ampleur de l'offensive

d'Etat menée par Israël contre toute solidarité politique avec le peuple palestinien. Cela rend d'autant plus scandaleux les amalgames entre antisémitisme et appel au boycott entretenus en France jusqu'au plus haut de l'Etat.

Des attaques à l'encontre de notre Association France Palestine Solidarité de la part d'un groupuscule se proclamant « Brigade juive »

Des menaces extrêmement violentes, proférées contre de nombreux responsables de notre association, dont deux membres d'Evry, allant jusqu'à des menaces de mort ou de viol, et l'usurpation de numéros de téléphone. Les adresses et téléphones personnels des membres du conseil national de l'AFPS ont été divulgués après un « ultimatum » sommant l'AFPS d'annoncer sur son site qu'elle mettrait fin à ses actions Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS),

Ces menaces ont été relayées par les sites de la Ligue de Défense Juive (LDJ) et de Coolamnews, site qui se vante de la mise à sa disposition de moyens de l'armée israélienne.

En février 2016, le gouvernement israélien annonçait, sans aucune pudeur, qu'il allait mobiliser des moyens considérables pour décrédibiliser ou réduire au silence les personnes qui, partout dans le monde, dénoncent sa politique. Ces officines aux méthodes fascistes n'en sont que les relais.

Nous sommes face à une nouvelle manifestation de cette ingérence permanente de l'Etat d'Israël dans les affaires françaises.

A ce stade, en dépit de nombreux dépôts de plaintes il n'y a eu aucune réaction des autorités françaises, sauf des réponses de pure forme du ministère de l'intérieur renvoyant à l'autorité judiciaire.

Nous considérons que la responsabilité des autorités françaises est directement engagée. Leur inaction est interprétée comme un encouragement par des

groupes violents comme la LDJ qu'elles ont laissé prospérer au lieu de les dissoudre. Leur choix, unique au monde, de criminaliser l'appel au boycott dans le seul cas de l'Etat d'Israël, les déclarations insupportables du Premier ministre de l'époque assimilant la critique de la politique de l'Etat d'Israël à l'antisémitisme, ont libéré la parole de fanatiques qui se croient à l'abri de nos lois.

Les apprentis sorciers de Tel-Aviv mènent leur pays vers l'abîme. En s'ingérant de façon de plus en plus ouverte dans les affaires intérieures françaises, ils instrumentalisent et exacerbent les tensions communautaires dans notre pays. C'est un jeu dangereux que nous dénonçons avec force et que les autorités françaises et les responsables politiques devraient tous rejeter sans appel.

Dans le même temps, une offensive sans précédent de la droite israélienne contre des ONG israéliennes

En janvier 2017, un projet de loi interdisant à Breaking the Silence d'organiser des événements dans les établissements scolaires passait en lecture préliminaire à la Knesset. Aujourd'hui, M. Nétanyahou veut empêcher par la loi le financement par des gouvernements étrangers d'ONG qui porteraient « atteinte aux soldats ». Breaking the Silence est encore dans la ligne de mire.

Et l'adoption par la Knesset en troisième et dernière lecture le 6 février 2017 du projet de loi autorisant l'expropriation de terres privées palestiniennes afin de légaliser les colonies de façon rétroactive.

Un pas de plus vers l'annexion de la Cisjordanie, rendant impossible l'édification d'un état Palestinien.

Il n'est plus à prouver qu'Israël n'est pas un partenaire pour la paix.

Evry Palestine

LE SCANDALE CONTINUE DEVANT LA PRÉFECTURE



Ils étaient plus de 250 devant la préfecture, mardi matin 20 mars : une centaine de demandeurs d'asile d'un côté et de l'autre des personnes venues pour une première demande de carte de séjour ou pour renouveler la leur. Mais exceptionnellement s'y ajoutaient près de 70 personnes venues pour dénoncer cette situation, en réponse à l'appel de « Young Caritas », organisation interne au Secours catholique, à laquelle

s'étaient jointes diverses organisations : l'aumônerie des étudiants d'Evry, Réseau Education Sans Frontières 91, La Cimade Evry, la Ligue des Droits de l'Homme section Evry, La Maison du Monde, la CFDT, la CGT, l'association Enseignement du Français aux Réfugiés 91, l'ASEFRR... Trois élus arboraient leur écharpe : Yvan Lubraneski, maire des Molières et



président des maires ruraux de l'Essonne, Marjolaine Roze, maire de Morsang/Orge et Brahim Ouarem, maire-adjoint de Ste-Geneviève des Bois. On a remarqué aussi la présence de France bleue Essonne, d'Essonne-Info et du Parisien.

Comme chaque lundi, jeudi et vendredi, des bénévoles de ces organisations ont offert un petit déjeuner en distribuant café, thé, chocolat et gâteaux à ces gens qui faisaient la queue. C'est un pied-de-nez à la préfecture pour pointer une organisation déplorable de l'accueil, malgré toutes les dénonciations

régulièrement faites depuis des années auprès des pouvoirs publics. Pour éviter les disputes entre elles, les personnes concernées se sont donc organisées en s'inscrivant sur un cahier et en distribuant des numéros au fur et à mesure des arrivées. Mais comme elles ne peuvent prendre place que le matin même derrière les grilles amovibles installées en permanence le long du boulevard de France, elles passent la nuit dehors, par tous les temps, qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il gèle ou qu'il neige, soit dans leur voiture sur le parking, soit en s'allongeant sur la pelouse du parc Henri Fabre pour essayer de dormir. Elles vont aux toilettes où elles peuvent dans la nature, ce qui est d'abord une atteinte à la dignité personnelle mais pose



Quand ils veulent bien se raconter, on découvre combien ils sont démunis, en particulier par l'obstacle de la langue, pour s'y retrouver dans les labyrinthes administratifs, dans les formulaires à remplir, inquiets des entretiens à venir. Il y en a qui font la queue pour la 2ème ou la 3ème fois.

Ce matin-là, les grilles de la préfecture se sont ouvertes vers 8h10, disons plutôt entrebâillées, suite à une pression des gens qui a conduit même un policier à faire une fois usage de sa matraque, un geste qui a soulevé aussitôt un tollé. Deux policiers ont dû laisser passer une à une les personnes qui ensuite ont subi un contrôle physique avant d'emprunter le serpentín aménagé dans la cour de la préfecture, pour faire une deuxième queue dehors avant



aussi un véritable problème d'hygiène publique. C'est innommable, une honte ! La veille, les premières sont arrivées dès 14 heures. Dans cette queue du matin, il y avait des femmes avec leur bébé dans des poussettes. L'une d'elles, enceinte, a fait un malaise et des soignants bénévoles se sont occupés d'elle. La fatigue se lisait sur les visages. Il faut les voir, ces visages d'hommes et de femmes venus d'Afrique surtout, mais aussi du Maghreb, de Turquie ou d'Asie. Chacun cache une histoire personnelle, un drame souvent.

que n'ouvrent les bureaux à 9h.

La négation par la préfecture de cet état de fait est inadmissible. Le préfet en poste en 2015 prétendait que « la situation s'était considérablement améliorée depuis plusieurs années ». Qu'il revienne voir sur place aujourd'hui ! Le système d'inscription par Internet mis en place ne fonctionne pas, sinon il n'y aurait pas de telles files d'attente. Combien de temps la société supportera-t-elle un tel déni de la dignité humaine ?

Michel Chesseron

droits humains

Une nouvelle menace pour les étrangers

Posté le 13 février 2017 par Jean-Pierre Fournier

Le Gisti nous informe : cela concerne la santé, nombre de familles de nos élèves risquent d'être concernées.

A faire connaître aux AS et personnels de santé, et plus généralement à nos collègues.

droits humains

Réforme de la protection universelle maladie (PUMa)

Le gouvernement organise un durcissement sans précédent de l'accès à l'assurance maladie pour les étrangers résidant légalement en France

Au prétexte de la réforme dite de la « Protection universelle maladie (PUMa) », entrée en vigueur il y a plus d'un an, le gouvernement s'apprête à remettre en cause les règles établies depuis la réforme CMU de 1999. Un arrêté réduisant la liste des titres et documents qui autorisent les personnes étrangères à bénéficier de l'assurance maladie est en effet sur le point d'être pris.

Malgré des alertes réitérées [1], vont désormais être exclues les personnes disposant d'un récépissé de demande de titre de séjour ou d'autres documents nominatifs remis par les préfectures et attestant de démarches en cours [2]. Or, les préfectures multiplient précisément la délivrance de ces documents de séjour précaires [3].

Résultat : alors qu'elles sont en règle du fait de la possession de ces documents, ces personnes vont être renvoyées vers l'AME (aide médicale d'Etat), voire vers « rien du tout » pour celles dont les ressources sont supérieures au plafond fixé par les textes pour bénéficier de l'AME (720 euros par mois). Ces mesures vont avoir pour effet d'augmenter le nombre de bénéficiaires et les dépenses de l'AME.

Ce changement majeur est d'autant plus inconséquent et inquiétant qu'il est pris à la veille d'élections où plusieurs candidat-es envisagent de réduire l'AME jusqu'à la faire disparaître. Ce durcissement pourrait donc avoir des conséquences sanitaires et sociales encore plus graves dans un très proche avenir.

Nos organisations demandent au gouvernement que l'arrêté, qui doit être co-signé par le Ministre de

l'Intérieur et la Ministre des affaires sociales, ne conduise pas à exclure de l'assurance maladie les personnes étrangères en situation régulière qui, jusqu'ici, y avaient droit.

13 février 2017

[1] « Réforme de la protection maladie universelle (PUMa). Vers une régression catastrophique pour la sécurité sociale des personnes étrangères », odse.eu.org, 17 mars 2016

[2] Depuis la réforme CMU, pour justifier de sa régularité du séjour, l'étranger doit disposer d'un titre de séjour ou, à défaut, de « tout document (récépissé en cours de validité, convocation, rendez-vous en préfecture, autre) attestant qu'il a déposé un dossier de demande de titre de séjour auprès de

la préfecture de son lieu de résidence » (Circulaire ministérielle du 3 mai 2000 – confirmée par une instruction ministérielle du 16 décembre 2015).

[3] Un récent décret (n° 2016-1456 du 28 octobre 2016) a même prévu que les personnes faisant valoir un droit au séjour pour des raisons médicales n'obtiendraient plus systématiquement un récépissé, ou au mieux tardivement.

Signataires

[4] FNARS, 76 rue du Faubourg St Denis, 75010 Paris

[5] ODSE : ACT UP Paris, AFVS (Association des familles victimes du saturnisme), AIDES, ARCAT, CATRED (Collectif des accidentés du travail, handicapés et retraités pour l'égalité des droits), CENTRE PRIMO LEVI, CIMADE, COMEDE (Comité pour la santé des exilés), CoMeGAS, CRETEIL SOLIDARITE, DOM'ASILE (Domiciliation et accompagnement des demandeurs d'asile), DROITS D'URGENCE, FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), FTCT (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives), GAIA Paris, GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), LA CASE DE SANTE (Centre de santé communautaire - Toulouse), la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, MEDECINS DU MONDE, MFPF (Mouvement français pour le planning familial), MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), RESEAU LOUIS GUILLOUX, SIDA INFO SERVICE, SOLIDARITE SIDA, SOS HEPATITES ; C/o Médecins du Monde 62 rue Marcadet 75018 PARIS

[6] Secours Catholique - Caritas France, 106 rue du Bac, 75 341 PARIS cedex 07



Les migrants du centre de la Croix-Rouge à Champcueil sont entrés en grève de la faim

8 mars 2017
Communiqué

A tous les militants et personnes solidaires avec les réfugiés et à toutes les organisations de la société civile, nous les réfugiés hébergés dans le centre de la Croix-Rouge à Champcueil, vous informons que nous sommes en grève de la faim depuis mardi 7 mars 2017 et ce jusqu'à ce que soit résolu les problèmes des réfugiés dans ce centre :

1. Les réfugiés doivent être respectés, traités avec humanité, et ne doivent pas être victimes de racisme (Lorsqu'ils ne provoquent pas les migrants, les personnels du centre ont des comportements paternalistes et les réprimandent comme des enfants).

2. Il y a des problèmes dans le suivi administratif et notamment la non-remise ou le retard dans la remise du courrier, ce qui a des conséquences graves pour nos démarches administratives. Nous avons besoin de suivi et d'accompagnement Administratif et social.

3. L'hébergement n'est pas convenable, les chambres sont surpeuplées et pourtant on nous dit que c'est la même chose qu'un CADA et nous sommes extorqués de plus 120 euros par mois et personne.

4. La situation sanitaire dans l'hébergement (à ce jour il y a 5 toilettes pour plus de 100 personnes, idem pour les douches) et les conditions alimentaires doivent être améliorées.

L'administration du centre nous a proposé une énième réunion que les résidents ont

refusée cette fois-ci, car à chaque fois les promesses n'ont pas été tenues et la parole de l'administration est sans garantie.

Il y a eu de nombreuses réunions à notre demande, mais à la fin c'était toujours des paroles en l'air. S'il n'y a pas de solutions rapides pour ces problèmes, tous les résidents quitteront cet hébergement.

Nous refusons notre exploitation par des organisations qui se prétendent caritatives ou Humanitaires et nous refusons qu'elles nous traitent de la sorte ou qu'elles continuent ce commerce sur notre dos.

Nous demandons le respect de nos droits et de notre dignité.

Nous remercions toutes les personnes solidaires.

Des migrants, résidents au centre de la Croix-Rouge à Champcueil.

IGNOBLE SURTOUT QUAND ON CONNAIT L'ÉTAT DENTAIRE DE NOMBREUSES PERSONNES ROMS

Communiqué du Mrap :

La récupération de l'or dentaire : une pratique qui rappelle de sinistres souvenirs, proposée par F. Sinisi, élu du Front national à Fontaine (Isère)

Lors d'une séance du Conseil municipal de Fontaine, en Isère, Franck Sinisi, élu Front national, proposait : « Pour loger les Roms, je pense qu'il pourrait y avoir un auto-financement. La Métropole devrait leur payer le dentiste... afin de récupérer leurs dents en or ». Par la suite, pour se "justifier", il a déclaré que c'était sur le ton d'une plaisanterie !!!

Dire que « les Roms » cachent leur richesse pour justifier le refus d'une aide à la recherche de solutions de logement pour une population pauvre est l'utilisation d'un préjugé mensonger au profit d'un refus de droit. Il est fréquent d'entendre que "les Roms", seraient riches. En fait, certains sont riches et certains sont pauvres. Ceux qui vivent dans les

bidonvilles sont plutôt pauvres, et des dents en or de quelques grammes ne sont pas des signes de richesse.

Quant à l'idée de « récupérer » - comme si elles ne leur appartenaient pas - leurs dents en or, elle n'est pas nouvelle. Mr Sinisi a-t-il trouvé son inspiration dans les récits des membres des Sonderkommandos d'Auschwitz-Birkenau chargés d'arracher ces dents en or aux dépouilles, dès l'ouverture des chambres à gaz ? Dans les compte-rendus de procès ou études historiques qui documentent la récupération de l'or dentaire par la Wirtschafts-und Verwaltungshauptamt der SS (Administration économique de la SS) ? Ou y a-t-il pensé tout seul, rejoignant sans le savoir les idéologues nazis, dans le déni de la dignité humaine, et ceci

particulièrement à propos des Roms, qui ont été aussi les victimes du génocide nazi ?

Le Front national a voulu marquer ses distances avec cet ignoble rappel, mais il ne fera pas illusion.

Le MRAP est indigné par ces déclarations qui ne peuvent masquer l'idéologie raciste et xénophobe qui perdure chez les militants du FN et sous-tend ses propositions. Il met en garde tous ceux qui seraient tentés de s'engager sur cette pente : l'abîme qui s'ouvrirait devant nous est immense !

Paris le 20 mars 2017

Mouvement contre le Racisme et pour
l'Amitié entre les Peuples

Dans le contexte de démocratisation de la vie politique tunisienne, l'association « A la source du jasmin », créée en 2013 à Evry par la présidente Maryse SFAXI, s'est donnée pour objectifs de : promouvoir les échanges de savoir-faire entre la France et la Tunisie, mener des actions de soutien en France en valorisant la jeunesse essonnoise et cofinancer des projets locaux en Tunisie.

Ainsi, soutient-elle l'association tunisienne « La voix de la femme » créée, en Avril 2012, par la Présidente Amina SOUSSI, au lendemain de la Révolution du jasmin. Cette association œuvre en faveur de la citoyenneté et de la démocratie, pour la reconnaissance du rôle de la femme rurale dans la société, pour l'amélioration des conditions de vie de la famille rurale, et pour le maintien des acquis des droits de la femme tunisienne.

Si vous voulez en savoir plus :
 ☎ 01.60.77.21.56 / documentation@maisondumonde.org / www.maisondumonde.org

CARTE BLANCHE A L'ASSOCIATION : A LA SOURCE DU JASMIN

Avec Maryse Sfaxi, présidente de
A la source du Jasmin et
Amina Soussi, présidente de
La voix de la femme

Mardi 4 avril 2017
à la Maison du Monde

*18h30 : Apéro bio et équitable
*19h00 à 20h30 : Conférence - Débat

act:onaïd
pour des peuples solidaires

Tournons la page de l'évasion fiscale

Fruits de Palabres N° 60 /
janvier 2017

Le début de l'année 2017 est une étape importante pour la campagne Tournons la Page à laquelle ActionAid France-Peuples Solidaires participe. En effet, s'est tenu à Bamako un contre-sommet Afrique France, en parallèle au sommet des chefs d'États et de gouvernement de la France et des pays d'Afrique francophone. Pour ce contre-sommet, les associations de la société civile africaine et européenne, membres de la campagne, se sont rencontrées pour débattre sur le thème du lien entre la présence des multinationales dans les pays d'Afrique et le maintien de pouvoirs autocratiques.

Un rapport, publié pendant cette rencontre, le 12 janvier, fait un point sur le lien entre évasion fiscale et manque de démocratie (<http://www.secours-catholique.org/actualites/dictatures-en-afrique-le-lien-etroit-entre-economie-et-politique>).

Il est la référence pour les discussions et propositions qui sont faites pendant cette semaine de débat. La déclaration finale de la rencontre a précisé les enjeux :

<http://tournonslapage.com/declaration-finale-de-la-campagnetournons-la-page-a-l'occasion-de-la-2e-rencontre-panafricaine-debamako-pas-de-democratie-sans-justice-fiscale/>

L'Afrique, un des continent les plus riches en ressources naturelles, est aussi celui où les populations sont les plus pauvres. La société civile africaine doit avoir les

moyens de prendre son avenir en main. La rencontre de Bamako n'est qu'une étape, la prochaine étape devrait être le rassemblement de tous les pays, francophones et non francophones. Et notre fédération a un rôle important à jouer, puisque ActionAid, notre fédération internationale, est engagée dans un collectif, plutôt anglophone, qui travaille sur le même thème : African Rising (<http://africacsi.org/fr/la-declaration-de-kilimandjaro/>). Des contacts ont été pris entre les deux collectifs, et nous pouvons espérer ainsi une prise de conscience plus large, et un mouvement plus efficace de la société civile sur l'ensemble du continent.

Bernard Gondouin,
mandaté par le CN

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

Février 2017

« Il faut tuer TINA : 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde »

Olivier BONFOND - livre - 2017

« Le changement climatique, relevons le défi ! : outil de sensibilisation au changement climatique à partir de 14 ans » CICODES – outil pédagogique - 2016

« Ma planète a chaud ! : outil pédagogique pour sensibiliser au changement climatique à partir de 8 ans » CICODES - outil pédagogique - 2016

« Recueil d'outils pour la formation pédagogique à l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) des animateurs »

CICODES - outil pédagogique - 2016

« L'homme qui répare les femmes : la colère d'Hippocrate »

Thierry MICHEL et Colette BRAECKMAN - dvd – 2015

Résumé : Gynécologue congolais, Denis Mukwege, militant des droits de l'homme et lauréat du prix Sakharov en 2014, est connu dans le monde entier pour son engagement vis-à-vis des femmes victimes de sévices sexuels perpétrés par les groupes armés dans l'est du Congo, dont les sols miniers sont très riches. Surnommé « l'homme qui répare les femmes » car il procède à des opérations de chirurgie réparatrice sur des femmes effroyablement mutilées, il a déjà échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, sans jamais baisser les bras ni cesser de lutter contre la barbarie. Contraint de vivre dans l'hôpital où il travaille, il vit sous bonne escorte tout en continuant son combat...

« Dis-leur que j'existe : une histoire sahraouie »

Manue MOSSET - dvd - 2016

EN FINIR AVEC LA POLYGAMIE

Le 7 mars 2017, le Café de l'actu recevait Hawa Ba, née au Sénégal en 1965 dans une famille polygame et qui vit en France depuis 25 ans, travaillant dans la fonction publique hospitalière. Très marquée par le sort des femmes victimes de la polygamie, elle est présidente de l'association EFAPO (En finir avec la polygamie).

Et, passionnée d'écriture, elle a écrit « Polygamie, douleur des femmes », ouvrage qu'elle nous présente.

Hawa nous a exposé ce qui a motivé son engagement. Enfant d'une première épouse, elle a vu sa mère supporter la situation avec résignation, et elle-même a mal vécu l'existence de demi-frères et sœurs. Echappant au destin de deuxième épouse, elle a vu sa sœur tomber malade, puis mourir de n'avoir pas supporté l'arrivée de trois autres femmes, de ne pas avoir accepté qu'on lui rabâche « Mougneul » (supporte, ma fille), c'est-à-dire « Il a le droit, les autres l'acceptent, pourquoi pas toi ! » Lors de ce Café de l'actu, Hawa a d'abord projeté un court-métrage pour souligner les souffrances endurées par les femmes et les enfants d'un homme polygame à l'arrivée d'une seconde épouse, avant d'évoquer les raisons de son maintien et même de son développement actuel au Sénégal mais aussi au Mali. A l'origine les veuves de guerre étaient épousées pour être protégées et aussi pour repeupler, car la mortalité était forte. Le Coran, lui, limite à quatre le nombre d'épouses légitimes, sous condition d'égalité entre elles. Mais ensuite s'est installée la croyance que « un homme qui n'a qu'une femme n'est pas un homme ». De même, la femme, dans la tradition, est faite pour être mariée par sa famille et avoir des enfants dans le cadre du mariage ; elle n'a pas d'existence légale avant le mariage, et une célibataire de plus de 22 ans est considérée comme une vieille fille. Si elle ne prend pas la précaution de faire un contrat de mariage qui lui garantit d'être l'unique épouse, elle est soumise au code civil c'est-à-dire au régime de la polygamie. Cette tradition perdure et se développe, le

Sénégal bat le record de la polygamie, suivi par le Mali, et n'est pas sans conséquence, car elle a gagné les communautés installées en France, malgré la loi Pasqua de 1993, qui



réaffirmait l'interdiction de la polygamie sur notre territoire. Depuis, les femmes de maris polygames en France vivent dans des logements séparés, mais la polygamie continue d'exister, puisque, sur pression de leur propre famille, ces femmes ne divorcent pas, et le mari passe quelques jours chez chacune d'entre elles. Plus grave, un nouveau phénomène apparaît en France, chez des jeunes filles de la 2^e génération : pour échapper au contrôle de leurs parents, elles font un mariage uniquement religieux, et entrent dans la famille d'un polygame.

Les conséquences sont d'ordre divers, d'abord d'ordre psychologique sur les femmes et enfants, du fait d'une cohabitation parfois difficile, et ensuite économique. En effet les épouses multiples, soucieuses de garder leur place de bonne procréatrice donnant des enfants à leur mari, multiplient les grossesses, et cette forte natalité est un frein au développement du Sénégal et du Mali. Quant à envisager un recul de la pratique,

l'exemple ne vient pas d'en haut : sous les présidences de Senghor et de Diouf, les ministres devaient être monogames, mais depuis le président Wade, cette contrainte a été levée...L'argument majeur est que la polygamie est un fait culturel que les non-Africains ne peuvent pas comprendre, alors que c'est la domination masculine, issue de la tradition, qui est en cause.

L'association EFAPO a pour but d'informer les femmes, ici en France mais aussi sur place, par l'action d'une association partenaire. Celle-ci n'est composée que d'hommes.....car le féminisme a beaucoup reculé au Sénégal, où l'on entend encore que « quand un homme est fatigué de manger, il a bien le droit de manger du riz ». C'est par l'éducation des filles, le recul de l'analphabétisme, que la polygamie reculera.

Joëlle Mesley

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	R	O	C	E	S		I	U	T
II			D	I	S	P	E	N	S	E
III	F	M	I		O			E	N	L
IV	I		E	M	P	R	I	S	E	
V	L	O	U		E	T	A	P	E	S
VI	L	U	X	E				E		C
VII	E	T		L	I	B	E	R	E	E
VIII	S	R		Y		A	N	E		N
IX		A	B	S	E	N	T	E		A
X	A	G	E			A	R		O	R
XI	R	E	B	E	L	L	E	R	A	I
XII	T	E	E	N		E	R	A	T	O

Solution de la grille n°149
Catherine Sauvage et Christine Lagarde devant la justice

Des nouvelles de Céline et Maxime

Pendant quinze mois depuis janvier 2015, la Maison du Monde a publié dans La Lettre la chronique « Devenir paysan en voyageant » rédigée par Céline et Maxime au cours de leur voyage de découverte et d'études de l'agriculture paysanne en Amérique latine. Ce voyage était soutenu par l'association Devenir paysan autrement. Françoise Fournier, mère de Céline, nous a donné de leurs nouvelles.

Je profite de la convocation à l'A.G. pour vous donner des nouvelles de Céline et Maxime. Céline est professeur d'économie

(principalement) au lycée agricole d'Annecy. Maxime a fait des stages en agriculture en vue de leur prochaine installation en Savoie. Cette dernière commence à se concrétiser... avec le projet d'achat d'une maison et de quelques terrains. Nous allons créer un GFA pour les aider pour les fonds...

Donc leurs projets avancent bien, leur expo du voyage (sur des bâches) se promène un peu partout avec à chaque fois une petite conférence...

Voilà les dernières nouvelles.
Amicalement.

Françoise Fournier

GRILLE N° 150

La corruption

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I				■						
II		■								
III									■	
IV				■		■				
V								■		
VI	■		■					■		
VII									■	
VIII			■		■					
IX						■				
X		■			■					■
XI							■			

Horizontalement

I. Petite ou grande, la corruption n'est pas autre chose que du «brigandage», ont hurlé dans les rues de Bucarest les centaines de milliers de Roumains à partir du 1er février 2017 contre leurs dirigeants. Troisième ville du Nigéria, pays où la corruption est quasi généralisée. **II.** La corruption est dans la plupart des cas un bigandage «planifié». **III.** Ce qui révolte les citoyens, c'est le «manque de sanctions» contre ces délinquants de haut niveau. **IV.** Personne ne peut se croire au-dessus cet «impératif». Ce mot est la mise en œuvre du «dégagisme » par les printemps arabes. **V.** Celui qui respecte cet impératif en sort «grandi» moralement. «Fleuve» qui coule au royaume de la mafia. **VI.** Les Etats doivent tous élaborer une «stratégie» efficace contre cette gangrène de la société. Espérons que la commercialisation de ce «champagne» échappe aux malversations. **VII.** Il faut démanteler les réseaux de cette escroquerie généralisée. **VIII.** Doublée dans une dépravation. Celui qui «touche à» (mot inversé) cet interdit met le doigt dans un engrenage pernicieux. **IX.** Comment ce «premier ministre britannique» a-t-il fait pour s'enrichir si vite ? La corruption est un «vice». **X.** Sur la rose ou lettres de soudoiment. La fin de la corruption un «vœu pieux». **XI.** Cahuzac, entre autres, a menti de façon cynique. Triplée dans un détournement.

Verticalement

1. Snowden est un héros qui a déchiré le «masque» qui cachait la corruption par les paradis fiscaux. La dangerosité de la corruption pour la société n'est hélas pas du «baratin». **2.** Ce danger est «généralisé». **3.** Ce danger touche en particulier le petit agriculteur qui n'a qu'une «parcelle» de terre et qui est obligé d'emprunter. Plus grand «volcan» du Japon où la corruption est institutionnalisée. **4.** Un + un + un + un, etc..., ça fait de grandes rivières ! Comme en Roumanie, il n'y a que la pression de la «voix du peuple» qui peut faire reculer les gouvernants véreux. **5.** Passer l'éponge sur tous ces scandales serait «odieux». **6.** Couleur de cheval. Dieu protecteur du foyer chez les Romains. Note. **7.** Le goût de cette «Marie» pour le luxe lui a été fatal. **8.** Et «Lui, là-haut», qu'en pense-t-il ? Il est «agréable» de voir des gens comme Snowden ou les Roumains braver le pouvoir de l'argent. **9.** Snowden en est un vrai ! Ville thermale belge. Serions-nous au « commencement» d'une ère nouvelle où la prise de conscience des peuples va changer la donne ? **10.** Car une grande «lessive» s'impose !

agenda

Mardi 4 avril
A 18h30
A la Maison du Monde
Café de l'actu
Carte blanche à l'association
A la source du Jasmin

Du 13 au 28 mai
Les Semaines du
consom'acteur
Thème :
"La place des énergies
renouvelables dans
l'économie sociale et
solidaire".

Samedi 13 mai 2017
Marché solidaire sur la
place des Terrasses d'Evry
Pour promouvoir
l'économie sociale et
solidaire.

Mardi 6 juin
A 18h30
A la Maison du Monde
Café de l'actu
Naissance du Forum Social
Algérien
Pour une Algérie de liberté,
de justice, démocratique et
sociale
Avec Sanhadja Akrouf ACDA
(Agir pour le Changement
Démocratique en Algérie)



Solution de la grille n° 149

Catherine Sauvage et Christine Lagarde devant la justice
page 7